

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 2754

[C — 2011/00673]

12 OCTOBRE 2011. — Arrêté royal portant le détachement ou la mise à disposition de membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 206, remplacé par la loi du 28 avril 2010, et l'article 224, alinéa 2, remplacé par la loi du 24 juillet 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 2010 et le 30 mars 2011;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique du 5 avril 2011;

Vu la décision du Secrétaire d'Etat au Budget du 6 avril 2011;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 8 avril 2011 dans le cadre du contrôle administratif et budgétaire;

Vu le protocole de négociation n° 173/1 du comité commun à l'ensemble des services publics, conclu le 24 juin 2011;

Vu l'avis 50.013/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Santé Publique et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend également par le terme « commune », une « intercommunale des services d'incendie ».

Art. 2. § 1^{er}. Le détachement du personnel communal statutaire, visé à l'article 206 § 1^{er} de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, prend cours le 1^{er} novembre 2011.

§ 2. La mise à la disposition du personnel communal contractuel, visée à l'article 206 § 2 de la même loi, prend cours le 1^{er} novembre 2011.

Art. 3. § 1^{er}. Pour le calcul de la durée de la période de détachement ou de mise à disposition visée à l'article 206, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 15 mai précitée, sont prises en considération toutes les périodes au cours desquelles le membre du personnel est dans la position d'activité de service. A l'égard des membres du personnel contractuel, les périodes d'exécution du contrat de travail sont prises en considération.

§ 2. Les périodes d'absence pendant la période de détachement ou de mise à disposition visée à l'article 206, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 15 mai précitée, entraînent une prolongation de cette durée, dès lors qu'elles dépassent, en une ou plusieurs fois, trente jours ouvrables, même si le membre du personnel est dans la position d'activité de service.

Il y a lieu d'entendre par jour ouvrable, le jour ouvrable tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

N'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des trente jours ouvrables les absences résultant :

1° du congé annuel de vacances;

2° des jours fériés, y compris les jours de congé de remplacement;

3° des congés de circonstance, y compris le congé exceptionnel visé à l'article 20 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 2754

[C — 2011/00673]

12 OKTOBER 2011. — Koninklijk besluit tot detachering of terbeschikkingstelling naar de FOD Binnenlandse Zaken van de personeelsleden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikel 206, vervangen bij de wet van 28 april 2010, en artikel 224, tweede lid, vervangen bij de wet van 24 juli 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 2010 en 30 maart 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 5 april 2011;

Gelet op de beslissing van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 6 april 2011;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 8 april 2011 in het kader van de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 173/1 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, gesloten op 24 juni 2011;

Gelet op advies 50.013/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 augustus 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt met de term « gemeente » ook een « brandweerintercommunale » verstaan.

Art. 2. § 1. De detachering van het statutair gemeentepersoneel, bedoeld in artikel 206, § 1, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, vangt aan op 1 november 2011.

§ 2. De terbeschikkingstelling van het contractueel gemeentepersoneel, bedoeld in artikel 206, § 2, van diezelfde wet, vangt aan op 1 november 2011.

Art. 3. § 1. Om de duur van de periode van detachering of terbeschikkingstelling, bedoeld in voornoemd artikel 206 §§ 1 en 2, van voornoemde wet te berekenen, worden alle perioden waarin het personeelslid in dienstactiviteit is, in aanmerking genomen. Ten aanzien van contractuele personeelsleden worden de perioden van uitvoering van de arbeidsovereenkomst in aanmerking genomen.

§ 2. Perioden van afwezigheid gedurende de periode van detachering of terbeschikkingstelling bedoeld in voornoemd artikel 206 § 1 en 2, van voornoemde wet hebben een verlenging van deze termijn tot gevolg, vanaf het ogenblik dat ze, in één of verschillende malen, dertig werkdagen overschrijden, zelfs als het personeelslid in dienstactiviteit is.

Onder werkdag moet worden verstaan, de werkdag zoals gedefiniëerd in artikel 2, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Komen voor de berekening van de dertig werkdagen niet in aanmerking, afwezigheden als gevolg van :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° feestdagen, met inbegrip van vervangende verlofdagen;

3° omstandigheidsverlof, inclusief het uitzonderlijk verlof bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

4° du congé syndical;

5° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un secrétariat, d'une cellule stratégique, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale d'un membre du Gouvernement fédéral.

Art. 4. Le détachement ou la mise à disposition est confirmé par un arrêté individuel qui est signé pour prise de connaissance par le membre du personnel, en ce qui concerne les membres du personnel statutaires détachés et par la signature, par le membre du personnel concerné, l'Etat belge et la commune, de la convention jointe à l'annexe 1^{er} du présent arrêté, en ce qui concerne les membres du personnel contractuels mis à disposition.

Le président du comité de direction du SPF Intérieur ou son délégué est habilité à signer cet arrêté et cette convention au nom de l'Etat belge.

CHAPITRE II. — Remboursement

Art. 5. Durant la période de détachement ou de mise à disposition, la commune récupérera mensuellement le coût salarial, tel que défini à l'article 206, §§ 1^{er} et 2, de la loi précitée auprès du SPF Intérieur.

La demande de remboursement est introduite sur la base d'une déclaration de créance, accompagnée d'un état détaillé des paiements effectués pour chaque membre du personnel concerné.

CHAPITRE III. — Droits et obligations des membres du personnel détachés ou mis à disposition

Art. 6. Le membre du personnel détaché ou mis à disposition reste soumis aux dispositions administratives et pécuniaires de la commune concernée.

CHAPITRE IV. — Hiérarchie

Art. 7. Pendant la période de détachement ou de mise à disposition, le membre du personnel exerce sa fonction conformément aux ordres de service de la direction générale de la sécurité civile du SPF Intérieur et aux instructions et ordres de son chef fonctionnel.

Le chef fonctionnel donne ses ordres conformément aux directives du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire, et Environnement en matière d'appels destinés à l'aide médicale urgente et conformément aux directives du service public fédéral Intérieur pour les appels destinés aux services opérationnels de la sécurité civile.

Art. 8. Dans chaque centre du système d'appel unifié, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Santé publique ou leurs délégués désignent conjointement le chef fonctionnel.

Le chef fonctionnel est, pour l'exercice de cette fonction, détaché vers le SPF Intérieur, sur base d'un arrêté individuel, qu'il signe pour réception.

Pendant la période de détachement, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le chef fonctionnel assure la gestion administrative du personnel concerné de manière à permettre l'exécution des dispositions statutaires et pécuniaires de la commune.

Le chef fonctionnel fournit à la commune toutes les informations requises relatives à la gestion administrative quotidienne.

CHAPITRE V. — Formation de mise à niveau

Art. 9. Sauf dans les cas où conformément aux articles 10 à 13, des dispenses sont octroyées, le membre du personnel est, pendant la période de détachement ou de mise à disposition, tenu de suivre 54 heures de cours dans le cadre de l'uniformisation de la formation des préposés des différents centres. Ces heures sont réparties dans des modules dont le contenu est déterminé par le SPF Intérieur et le SPF Santé publique conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

Les coûts des formations sont à charge du SPF Intérieur et du SPF Santé publique.

Pendant les formations, le membre du personnel est en activité de service ou dans l'exécution de son contrat de travail.

Art. 10. Il est créé une Commission des dispenses de la formation des préposés 100 auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. La Commission des dispenses a son siège au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

4° syndicaal verlof;

5° het verlof voor de uitoefening van een functie binnen een secretariaat, een beleidscel, een cel algemene beleidscoördinatie of een cel algemeen beleid van een lid van de Federale Regering.

Art. 4. De detachering of terbeschikkingstelling wordt bevestigd door een individueel besluit dat door het personeelslid ter kennisname wordt ondertekend, wat de gedetacheerde statutaire personeelsleden betreft, en door de ondertekening van de in bijlage 1 bij dit besluit gevoegde overeenkomst, door het betrokken personeelslid, de Belgische Staat en de gemeente, wat de ter beschikking gestelde contractuele personeelsleden betreft.

De voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde is bevoegd verklaard dit besluit en deze overeenkomst te ondertekenen in naam van de Belgische Staat.

HOOFDSTUK II. — Terugbetaling

Art. 5. Tijdens de periode van detachering of terbeschikkingstelling zal de gemeente maandelijks de weddenkost, zoals bepaald in artikel 206, §§ 1 en 2, van voornoemde wet, terugvorderen van de FOD Binnenlandse Zaken.

Het verzoek tot terugbetaling gebeurt op basis van een schuldvoordering, vergezeld van een gedetailleerde staat van de per betrokken personeelslid uitgevoerde betalingen.

HOOFDSTUK III. — Rechten en plichten van de gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelsleden

Art. 6. Het gedetacheerde of terbeschikkinggestelde personeelslid blijft onderworpen aan de administratieve en geldelijke bepalingen van de betrokken gemeente.

HOOFDSTUK IV. — Hiërarchie

Art. 7. Gedurende de periode van detachering of terbeschikkingstelling, oefent het personeelslid zijn functie uit overeenkomstig de dienstorders van de algemene directie civiele veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken, en de instructies en orders van zijn functionele chef.

De functionele chef geeft zijn orders overeenkomstig de richtlijnen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, inzake oproepen bestemd voor de dringende geneeskundige hulpverlening en overeenkomstig de richtlijnen van de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken voor de oproepen bestemd voor de operationele diensten van de civiele veiligheid.

Art. 8. In elk centrum van het eenvormig oproepstelsel duiden de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Volksgezondheid of hun afgevaardigden de functionele chef aan.

De functionele chef wordt voor de uitoefening van deze functie gedetacheerd naar de FOD Binnenlandse Zaken, op basis van een individueel besluit, dat hij voor kennisname ondertekent.

Onverminderd de bepalingen van dit besluit, verzekert de functionele chef het administratief beheer van het betrokken personeel tijdens de periode van detachering en dit op een manier die de uitvoering van statutaire en geldelijke bepalingen van de gemeente moet toelaten.

De functionele chef levert aan de gemeente alle nuttige gegevens betreffende het dagelijks administratief beheer.

HOOFDSTUK V. — Actualiseringsopleidingen

Art. 9. Behalve ingeval vrijstelling overeenkomstig de artikelen 10 tot 13 wordt toegekend, is het personeelslid tijdens de periode van de detachering of terbeschikkingstelling gehouden om 54 uren opleiding te volgen in het kader van de uniformisering van de opleidingen van de aangestelden van de verschillende centra. Deze uren worden verdeeld in modules waarvan de inhoud wordt vastgelegd door de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid, conform bijlage 2 van dit besluit.

De kosten van deze opleidingen zijn ten laste van de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid.

Tijdens de opleidingen is het personeelslid in dienstactiviteit of voert hij zijn arbeidsovereenkomst uit.

Art. 10. Er wordt een Commissie voor vrijstelling van de opleiding voor de 100 aangestelden opgericht bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. De Commissie voor vrijstelling heeft haar zetel in de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Elle se réunit autant de fois que nécessaire pour le traitement des dossiers.

Elle est composée comme suit

1° du directeur général de la Sécurité civile du SPF Intérieur ou de son délégué et du directeur général Soins de santé primaires et gestion de crise du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ou de son délégué qui la président conjointement;

2° de 4 membres désignés par le Ministre de l'Intérieur parmi les responsables des centres 100 et les responsables des écoles provinciales de formation des services d'incendie;

3° de 4 membres désigné par le Ministre de la Santé publique parmi les infirmiers régulateurs et les inspecteurs d'hygiène.

Art. 11. La Commission des dispenses se prononce sur les demandes de dispense de formation introduites par les membres du personnel.

La Commission statue à la majorité des voix.

Art. 12. Dans les 15 jours calendriers du début du détachement ou de la mise à disposition, chaque membre du personnel introduit auprès de son chef fonctionnel une demande écrite de dispense pour les modules visés à l'annexe 2 en justifiant des formations déjà suivies, de son expérience ou de ses compétences.

Dans les 15 jours calendriers de la date visée à l'alinéa 1^{er}, le chef fonctionnel transmet à la Commission des dispenses la demande de dispense avec les avis motivés nécessaires au traitement de la demande.

Il demande l'avis de l'infirmier régulateur affecté au centre de secours 100 concerné lorsque les demandes de dispenses concernent les modules de formation portant sur l'aide médicale urgente.

La Commission des dispenses rend, dans le mois de la réception de la demande, une décision sur les demandes de dispenses et notifie cette décision par lettre recommandée ou courrier électronique certifié au membre du personnel.

Art. 13. Dans les 15 jours suivant la notification de la décision de la Commission des dispenses, le membre du personnel peut introduire un recours auprès :

— du Ministre de l'Intérieur pour les décisions qui concernent les modules de formation relatifs à la Sécurité civile;

— du Ministre de la Santé publique pour les décisions qui concernent les modules de formation relatifs à l'aide médicale urgente.

Le Ministre rend sa décision dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du recours.

Art. 14. La participation à la formation est prise en considération lors de l'évaluation visée à l'article 15.

CHAPITRE VI. — *Accompagnement et évaluation*

Art. 15. Dès le début de la période du détachement ou de mise à disposition et pendant toute la durée de celle-ci, les membres du personnel sont accompagnés et suivis par leur chef fonctionnel et par le directeur médical adjoint. Cet accompagnement et ce suivi comprennent une évaluation trimestrielle qui consiste en un rapport établi par leur chef fonctionnel après l'avis du directeur médical adjoint.

Le modèle de rapport figure à l'annexe 3 du présent arrêté.

Chaque rapport est porté à la connaissance du membre du personnel, qui peut y ajouter ses remarques éventuelles. Ce rapport est ensuite intégré au dossier du membre du personnel.

Chaque rapport, complété et signé par les deux parties, doit être envoyé au service d'encadrement P & O du SPF Intérieur dans un délai de 14 jours à l'issue de la période à laquelle il se rapporte.

Art. 16. Chaque rapport se clôture pour la période concernée par :

1° une évaluation globale du fonctionnement du membre du personnel;

2° une justification de l'évaluation globale;

3° des conclusions.

De Commissie vergadert zoveel keer als nodig is voor de behandeling van de dossiers

Ze wordt als volgt samengesteld :

1° de directeur-generaal van de Civiele Veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde en de directeur-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde die de Commissie samen voorzitten;

2° 4 leden die aangeduid worden door de Minister van Binnenlandse Zaken onder de verantwoordelijken van de 100-centra en de verantwoordelijken van de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

3° 4 leden die aangeduid worden door de Minister van Volksgezondheid onder de verpleegkundigen-regulatoren en de gezondheidsinspecteurs.

Art. 11. De Commissie voor vrijstelling spreekt zich uit over de aanvragen tot vrijstelling voor opleidingen die ingediend worden door de personeelsleden.

De Commissie beslist bij meerderheid van stemmen.

Art. 12. Binnen de 15 kalenderdagen na het begin van de detachering of terbeschikkingstelling dient elk personeelslid bij zijn functionele chef een schriftelijke aanvraag tot vrijstelling in voor de modules bedoeld in bijlage 2 door de reeds gevolgde opleidingen, zijn ervaring of zijn competenties, te bewijzen.

Binnen de 15 kalenderdagen van de in het eerste lid bedoelde datum, bezorgt de functionele chef de aanvraag tot vrijstelling met de voor de behandeling van de aanvraag benodigde gemotiveerde adviezen aan de Commissie voor vrijstelling.

Hij vraagt het advies van de verpleegkundige-regulator die toegevoegd is aan het betrokken 100-centrum wanneer de aanvragen tot vrijstelling betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de dringende medische hulp.

De Commissie voor vrijstelling deelt, binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag, een beslissing over de aanvragen tot vrijstelling bij aangetekend schrijven of per gecertificeerde e-mail mee aan het personeelslid.

Art. 13. Binnen de 15 dagen volgend op de bekendmaking van de beslissing van de Commissie voor vrijstelling, kan het personeelslid een beroep indienen bij :

— de Minister van Binnenlandse Zaken voor de beslissingen die betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de Civiele Veiligheid;

— de Minister van Volksgezondheid voor de beslissingen die betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de dringende medische hulp.

De Minister deelt zijn beslissing mee binnen de 30 dagen vanaf de datum van de ontvangst van het beroep.

Art. 14. De deelname aan de opleiding wordt in aanmerking genomen bij de evaluatie bedoeld in artikel 15.

HOOFDSTUK VI. — *Begeleiding en evaluatie*

Art. 15. De personeelsleden worden vanaf de start van de termijn van detachering of terbeschikkingstelling, en gedurende de ganse duur ervan, begeleid en gevolgd door hun functionele chef en de medisch adjunct-directeur. Deze begeleiding en opvolging veronderstelt een driemaandelijks evaluatie door middel van een verslag van hun functionele chef, na advies van de medisch adjunct-directeur.

Het model van het verslag wordt bepaald in bijlage 3 van dit besluit.

Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van het personeelslid, dat er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt. Dit rapport wordt vervolgens in het persoonlijk dossier van het personeelslid opgenomen.

Elk verslag moet, ingevuld en ondertekend door beide partijen, binnen de 14 dagen na de periode waarop het verslag betrekking heeft, worden verstuurd naar de stafdienst P & O van de FOD Binnenlandse Zaken.

Art. 16. Elk verslag wordt, voor de betrokken periode, afgesloten met :

1° een globale beoordeling van het functioneren van het personeelslid;

2° een verantwoording van de globale beoordeling;

3° conclusies.

Art. 17. § 1. Lorsque le rapport comporte à plusieurs reprises la conclusion « améliorable » ou « négatif », le dossier est soumis à une commission d'évaluation. Cette commission est créée au SPF Intérieur et est composée de manière paritaire par 3 représentants de l'autorité dont un président et 3 membres des organisations syndicales.

Le Ministre de l'Intérieur désigne les membres effectifs et suppléants de la commission comme suit :

- deux représentants de l'autorité, dont le président, parmi le personnel du SPF Intérieur,
- un représentant sur la proposition du Ministre de la Santé publique,
- les représentants des organisations syndicales, sur leur proposition.

La commission d'évaluation rédige un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. La commission d'évaluation se réunit à la demande du directeur du service d'encadrement P & O du SPF Intérieur. Le chef fonctionnel est entendu d'office au cours de cette réunion. Le membre du personnel détaché concerné est entendu à sa demande expresse.

§ 3. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, la commission d'évaluation décide, selon le cas :

- 1° de permettre la poursuite de la période de détachement ou de mise à disposition;
- 2° d'imposer, le cas échéant, la prolongation de la période de détachement ou de mise à disposition;
- 3° de conseiller le transfert d'un membre du personnel vers le cadre du SPF Intérieur, au Ministre de l'Intérieur qui décide;
- 4° de conseiller de mettre fin à la période de détachement ou de mise à disposition, au Ministre de l'Intérieur qui décide.

§ 4. Les décisions visées au § 3 sont prises à la majorité de votes des membres présents. En cas de votes partagés, le vote du président est décisif. Les décisions visées au § 3, 2° et 4°, doivent être motivées.

§ 5. La commission d'évaluation invite le membre du personnel détaché ou mis à disposition à être entendu, avant de prendre une décision visée au § 3, 2° et 4°.

§ 6. Le membre du personnel détaché ou mis à disposition comparait en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut en aucun cas faire partie de la commission d'évaluation.

Si, bien que convoqué régulièrement, le membre du personnel détaché ou mis à disposition ou son défenseur, ne comparaissent pas, sans motif valable, la commission d'évaluation décide ou conseille conformément au § 3.

La commission d'évaluation décide ou conseille conformément au § 3 sur la base du rapport du chef fonctionnel, même si le membre du personnel détaché ou mis à disposition peut invoquer un motif valable, à partir du moment où l'affaire fait l'objet de la deuxième séance.

CHAPITRE VII. — *Discipline*

Art. 18. Le cas échéant, le chef fonctionnel du membre du personnel concerné peut envoyer un rapport à la commune concernant des faits commis lors du détachement ou de la mise à disposition, qui pourraient éventuellement donner lieu à une procédure disciplinaire.

CHAPITRE VIII. — *Fin du détachement ou de la mise à disposition*

Art. 19. Le détachement ou la mise à disposition prennent fin de plein droit :

1° à la fin de la période visée à l'article 2, sous réserve de l'application de l'article 17, § 3, 2°;

2° à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, à la demande du membre du personnel détaché ou mis à disposition, excepté lorsqu'une période de préavis plus courte a été fixée avec l'accord des parties concernées. Le préavis est à envoyer par courrier recommandé adressé à toutes les parties;

Art. 17. § 1. Wanneer het verslag meermaals de conclusie « kan beter » of « negatief » bevat, wordt het dossier voorgelegd aan een beoordelingscommissie. Deze commissie wordt opgericht bij de FOD Binnenlandse Zaken en is paritair samengesteld uit 3 vertegenwoordigers van de overheid, waaronder een voorzitter, en 3 leden van de vakbondsorganisaties.

De Minister van Binnenlandse Zaken duidt de effectieve en plaatsvervangende leden van de commissie aan, en dit als volgt :

- twee vertegenwoordigers van de overheid, waaronder een voorzitter, onder het personeel van de FOD Binnenlandse Zaken,
- een vertegenwoordiger op voordracht van de Minister van Volksgezondheid,
- de vertegenwoordigers van de vakorganisaties, op hun voordracht.

De beoordelingscommissie stelt een reglement van inwendige orde op.

§ 2. De beoordelingscommissie komt samen op verzoek van de directeur van de stafdienst P & O van de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze vergadering wordt de functionele chef ambtshalve gehoord. Op zijn uitdrukkelijk verzoek wordt het betrokken gedetacheerde personeelslid gehoord.

§ 3. Nadat de beoordelingscommissie alle nodige informatie heeft ingewonnen en naargelang het geval beslist zij :

- 1° of de periode van detachering of terbeschikkingstelling kan worden voortgezet;
- 2° of, indien nodig, de periode van detachering of terbeschikkingstelling moet worden verlengd;
- 3° te adviseren dat het personeelslid overgeplaatst wordt naar het kader van de FOD Binnenlandse Zaken, aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist;
- 4° te adviseren dat de periode van detachering of terbeschikkingstelling wordt beëindigd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist.

§ 4. De beslissingen bedoeld in § 3, worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De beslissingen bedoeld in § 3, 2° en 4°, worden met redenen omkleed.

§ 5. De beoordelingscommissie nodigt het betrokken gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelslid uit om gehoord te worden, alvorens een beslissing te nemen bedoeld in § 3, 2° en 4°.

§ 6. Het gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelslid verschijnt in eigen persoon; hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de beoordelingscommissie.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, het gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelslid of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, beslist of adviseert de beoordelingscommissie, overeenkomstig § 3.

De beoordelingscommissie beslist of adviseert overeenkomstig § 3 op grond van het verslag van de functionele chef, zelfs indien het gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelslid een geldig excuus kan invoeren, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt.

HOOFDSTUK VII. — *Tucht*

Art. 18. In voorkomend geval kan de functionele chef van het betrokken personeel een verslag naar de gemeente sturen met betrekking tot feiten gepleegd tijdens de detachering of terbeschikkingstelling, die eventueel aanleiding kunnen geven tot een tuchtprocedure.

HOOFDSTUK VIII. — *Einde van de detachering of terbeschikkingstelling*

Art. 19. De detachering of terbeschikkingstelling eindigt van rechtswege :

1° bij het verstrijken van de periode bedoeld in artikel 2, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 17, § 3, 2°;

2° op elk moment, mits een vooropzeg van drie maanden, op verzoek van het gedetacheerde of ter beschikking gestelde personeelslid, tenzij met instemming van de betrokken partijen een kortere termijn wordt aanvaard. De opzegging moet verstuurd worden met een bij de post aangetekende zending, gericht aan alle betrokken partijen;

3° après la décision visée à l'article 17, § 3, 4°;

4° après la perte définitive de la qualité de membre du personnel communal.

Art. 20. § 1^{er}. Il peut être mis fin à la période de détachement ou de mise à disposition par le Ministre de l'Intérieur, si des manquements graves ont été constatés dans le chef du membre du personnel détaché ou mis à disposition.

La commission d'évaluation visée à l'article 17 conseille sur la base d'un rapport du chef fonctionnel, et après audition du membre du personnel détaché ou mis à disposition, de mettre fin ou détachement ou à la mise à disposition en raison des manquements graves.

Elle agit dans ce cas conformément à l'article 17.

§ 2. Si des manquements graves sont constatés dans le chef du membre du personnel détaché ou mis à disposition, et que l'intérêt immédiat du service le justifie, le président du comité de direction du SPF Intérieur est habilité à suspendre ce détachement ou cette mise à disposition, dans l'intérêt du service.

La suspension est prononcée par le président du comité de direction du SPF Intérieur. Le membre du personnel concerné est entendu par le président du SPF Intérieur, ou son délégué, préalablement au sujet des faits qui lui sont reprochés et peut se faire assister par la personne de son choix.

Le membre du personnel détaché ou mis à disposition peut interjeter appel auprès de la commission d'évaluation du SPF Intérieur.

La commission d'évaluation rend un avis au Ministre de l'Intérieur, qui décide.

Le membre du personnel détaché ou mis à disposition peut également, à condition qu'il invoque des faits nouveaux, interjeter appel à chaque fois qu'un délai de trois mois est écoulé depuis le jour où la décision de maintien de la suspension a été prise.

Le membre du personnel détaché ou mis à disposition est invité à viser les propositions et décisions de suspension dans l'intérêt du service. En cas de refus, un procès-verbal en est dressé par le président du comité de direction ou par son délégué ou par le chef fonctionnel. Si le membre du personnel détaché ou mis à disposition n'est déjà plus en service, il est informé des propositions et décisions par courrier recommandé.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 21. Le SPF Intérieur et les communes échangent toutes les données nécessaires pendant la période de détachement ou de mise à disposition.

Art. 22. Entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° l'article 206 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

2° le présent arrêté.

Art. 23. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Santé publique sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

3° na de beslissing bedoeld in artikel 17, § 3, 4°;

4° bij het definitief verlies van de hoedanigheid van gemeente-personeelslid.

Art. 20. § 1. Er kan door de Minister van Binnenlandse Zaken een einde gesteld worden aan de periode van detachering of terbeschikkingstelling, indien zwaarwichtige tekortkomingen worden vastgesteld in hoofde van het gedetacheerde of terbeschikkinggestelde personeelslid.

De beoordelingscommissie, bedoeld in artikel 17, adviseert op basis van een verslag van de functionele chef, en na verhoor van het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid, de detachering of terbeschikkingstelling wegens zwaarwichtige tekortkomingen te beëindigen.

Zij handelt overeenkomstig artikel 17.

§ 2. Indien in hoofde van het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid zwaarwichtige tekortkomingen werden vastgesteld, en het dringend belang van de dienst dit rechtvaardigt is de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken gemachtigd om de detachering of terbeschikkingstelling in het belang van de dienst te schorsen.

De schorsing wordt uitgesproken door de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken. Het betrokken personeelslid wordt vooraf gehoord door de voorzitter van de FOD Binnenlandse Zaken, of zijn gemachtigde, over de feiten die hem ten laste worden gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid kan beroep instellen bij de beoordelingscommissie van de FOD Binnenlandse Zaken.

De beoordelingscommissie adviseert de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist.

Het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid kan ook, op voorwaarde dat hij zich op nieuwe feiten beroept, beroep instellen telkens als een termijn van drie maanden verstreken is sedert de dag waarop een beslissing tot handhaving van de schorsing is genomen.

Het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid wordt verzocht de voorstellen en beslissingen tot schorsing in het belang van de dienst te viseren. Weigert het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid dit te doen, dan wordt daarvan proces-verbaal opgemaakt door de voorzitter van het directiecomité of zijn gemachtigde of door de functionele chef. Is het gedetacheerde of terbeschikking gestelde personeelslid reeds niet meer in de dienst, dan wordt hem bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van de voorstellen en beslissingen.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 21. De FOD Binnenlandse Zaken en de gemeenten wisselen tijdens de periode van detachering of terbeschikkingstelling alle nuttige gegevens uit.

Art. 22. De dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treden in werking :

1° artikel 206 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

2° dit besluit.

Art. 23. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

ANNEXE 1**Convention relative au détachement ou à la mise à disposition pendant une période d'un an d'un membre du personnel communal**

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, plus particulièrement l'article 206 ;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement ou la mise à disposition des membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur,

Entre :

- L'Etat belge, représenté par le Président du Comité de direction, ci-après dénommé l'Etat belge;
- La commune de, représentée par le conseil communal, au nom duquel interviennent, bourgmestre, et, secrétaire, agissant en exécution de la séance du conseil communal du, ci-après dénommée la commune ;
- Madame/Monsieur....., membre du personnel en service dans la commune de

il est convenu ce qui suit :

Art. 1. La commune de s'engage à détacher ou à mettre à la disposition au SPF Intérieur Madame/Monsieur, pendant une période d'un an qui l'accepte, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement ou la mise à disposition des membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur.

Art. 2. Les parties s'engagent à échanger en temps utile toute information pertinente et à se concerter à des intervalles réguliers au sujet de tous les aspects visés par la présente convention.

Art. 3. La commune et le SPF Intérieur désignent une ou plusieurs personnes de contact au sein de l'administration, chargée du suivi professionnel, de fond et administratif de la présente convention :

- pour le SPF Intérieur :
- pour la commune :

Etabli en trois exemplaires à Bruxelles, le

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire de la présente convention.

Pour l'Etat belge,

Pour la commune,

Le membre du personnel,

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement ou la mise à disposition de membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé Publique,
Mme L. ONKELINX

Annexe 2 : Modules de formation

1. **Cadre légal, règles et procédures**
 - a. Législation relative à l'aide médicale urgente et à la sécurité civile : 3h
 - b. Droits et devoirs en matière de secret professionnel : 1,5h
2. **Communication et gestion de stress** 12h
3. **Connaissances en aide médicale urgente**
 - a. Approche d'une victime et bilan : 3h
 - b. Préservation de base de la vie et défibrillateur automatique grand public : 3h
 - c. Terminologie médicale : 3h
 - d. Pathologies médicales, chirurgicales, traumatiques et circonstanciées : 6h
 - e. Guide belge de la régulation médicale, version 3.0 : 6h
 - f. Instructions à déployer en attendant l'arrivée des services de secours : 3h
4. **Connaissance des services d'incendie**
 - a. Types d'intervention : 3h
5. **Connaissance des services de police**
 - a. connaissance police : 1,5h
6. **Situations d'exceptions**
 - a. Plan monodisciplinaire D1 et D4 : 3h
 - b. Plan monodisciplinaire D2 (PIM) : 3h
 - c. Rôles et missions du dispatching : 3h

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement ou la mise à disposition de membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, Mme
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé Publique, M
Mme L. ONKELINX

Annexe 3

C100 de ...

Chef fonctionnel :

Rapport d'évaluation pour le(s) mois de..... à

.....

1 - 2 - 3 - 4 rapport sur 4

1. Données générales

Nom et prénom du membre du personnel :

Date de naissance :

Domicile :

2. Absences pendant la période de détachement ou de mise à disposition (qui peuvent entraîner une prolongation)

Veuillez indiquer tous les jours d'absence, y compris si le nombre de jours d'absence s'élève à moins de 30 jours, pour la période concernée. Attention : les congés annuels et les récupérations ne doivent pas être mentionnés.

3. Affectations successives pendant la période de détachement ou de mise à disposition

Description sommaire des tâches confiées au membre du personnel pendant le(s) mois écoulé(s)

--

4. Cours et programmes de formation suivis pendant le(s) mois écoulé(s)

MATIÈRE OU SUJET	ORGANISATEUR

5. Notation globale du membre du personnel

Très favorable
Favorable
Améliorable
Négative
Prématurée

6. Justification de la notation globale: constatations effectuées durant le(s) mois écoulé(s)

Constatations positives	Constatations négatives Procédure disciplinaire en cours Peine(s) disciplinaire(s) encourue(s)

7. Durant la période de détachement ou de mise à disposition y a-t-il des problèmes sur un ou plusieurs des points mentionnés ci-dessus :

Dès à présent, faut-il envisager éventuellement le remplacement du membre du personnel dans une autre fonction dans la commune ou la prolongation du stage ?	
Le membre du personnel est-il en mesure d'évoluer positivement ?	
Sur quels points le membre de personnel doit-il s'améliorer ?	

8. Conclusion

La période de détachement ou de mise à disposition peut être poursuivie	
Le membre du personnel peut être transféré au SPF Intérieur ¹	
La période de détachement ou de mise à disposition devrait être prolongée ²	
Le membre du personnel devrait être replacé dans une autre fonction dans la commune qui l'emploie pour inaptitude professionnelle ²	
Il a été mis fin au contrat de détachement ou de mise à disposition en raison de fautes graves (voir rapport en annexe) ²	

¹ Ne peut être complété qu'à la fin du stage² Le dossier doit de toute façon être soumis à la Commission des stages compétente

9. Observations éventuelles du membre du personnel

--

Signature du membre du personnel pour prise de connaissance	Signature du chef fonctionnel direct	Signature du Directeur Général Sécurité civile ou de son délégué
Date :	Date :	Date :

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement ou la mise à disposition de membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur,

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé Publique,
Mme L. ONKELINX

BIJLAGE 1**Overeenkomst tot detachering of terbeschikkingstelling gedurende de termijn van een jaar van een gemeentelijk personeelslid**

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, inzonderheid op artikel 206;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 tot detachering of terbeschikkingstelling naar de FOD Binnenlandse zaken van de personeelsleden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel,

Tussen :

- De Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Directiecomité, hierna genoemd de de Belgische Staat;
- De gemeente, vertegenwoordigd door de gemeenteraad, waarvoor optreden, Burgemeester, en, Secretaris, en die handelen in uitvoering van de zitting van de gemeenteraad dd., hierna genoemd de gemeente;
- Mevrouw/De heer, personeelslid in dienst bij de gemeente

wordt het volgende overeengekomen:

Art. 1. De gemeente verbindt er zich toe mevrouw/de heer, die het aanvaardt, gedurende één jaar te detacheren of ter beschikking te stellen van de FOD Binnenlandse Zaken onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 tot detachering of terbeschikkingstelling naar de FOD Binnenlandse zaken van de personeelsleden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel.

Art.2. De partijen verbinden zich ertoe om onderling alle relevante informatie tijdig uit te wisselen en op regelmatige tijdstippen met elkaar overleg te plegen over alle aspecten van deze overeenkomst.

Art. 3. De gemeente en de FOD Binnenlandse Zaken stellen één of meerdere contactpersonen aan binnen de administratie die verantwoordelijk zijn voor de deskundige, inhoudelijke en administratieve opvolging van deze overeenkomst:

- voor de FOD Binnenlandse Zaken:
- voor de gemeente:

Opgemaakt in drie exemplaren te Brussel, op

Elke partij verklaart een exemplaar van deze overeenkomst te hebben ontvangen.

Voor de Belgische Staat,

Voor de gemeente,

Het personeelslid,

.....

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 houdende detachering of terbeschikkingstelling van personeelsleden die in dienst zijn in de centra van het eenvormig oproepstelsel naar de FOD Binnenlandse Zaken.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,
L. ONKELINX

Bijlage 2 : Opleidingsmodules

1. **Wettelijk kader, regels en procedures**
 - a. Wetgeving betreffende de dringende geneeskundige hulp en de civiele veiligheid : 3u
 - b. Rechten en plichten in verband met het beroepsgeheim : 1,5u
2. **Communicatie en stressbeheer** 12u
3. **Kennis dringende medische hulp**
 - a. Benadering van een slachtoffer en balans : 3u
 - b. Basislevensinstandhouding en automatische defibrillator voor het groot publiek : 3u
 - c. Medische terminologie : 3u
 - d. Medische, chirurgische, traumatologische en circonstantiële pathologiën : 6u
 - e. Belgisch gids voor medische regulatie, versie 3.0 : 6u
 - f. Richtlijnen voor vóór de aankomst van de hulpdiensten : 3u
4. **Kennis brandweerdiensten**
 - a. Interventietypes : 3u
5. **Kennis politiediensten**
 - a. kennis politie : 1,5u
6. **Uitzonderlijke situaties**
 - a. Monodisciplinaire planning D1 en D4 : 3u
 - b. Monodisciplinaire planning D2 (MIP) : 3u
 - c. Rol en opdrachten van de dispatching : 3u

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 houdende detachering of terbeschikkingstelling van personeelsleden die in dienst zijn in de centra van het eenvormig oproepstelsel naar de FOD Binnenlandse Zaken.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mme A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,
Mme L. ONKELINX

Bijlage 3

HC100 te ...

Functionele chef :

Evaluatieverslag voor de periode van tot

1- 2 - 3 - 4 verslag op 4 (omcirkel het overeenkomstige cijfer)

1. Algemene gegevensNaam en voornaam van het personeelslid :
Geboortedatum :
Woonplaats :**2. Afwezigheden die de periode van detachering of terbeschikkingstelling kunnen verlengen**Gelieve alle dagen van afwezigheid in te vullen voor de betreffende periode, ook als het aantal dagen afwezigheid minder dan 30 werkdagen bedraagt.
Opgelet: het jaarlijks verlof en het recuperatieverlof dienen niet vermeld te worden.**3. Opeenvolgende plaatsen van tewerkstelling tijdens de periode van detachering of terbeschikkingstelling**

4. Korte beschrijving van de taken waarmee het personeelslid tijdens de voorbije maand(en) werd belast

--

5. Tijdens de voorbije maand(en) gevolgde cursussen en opleidingen

ONDERWERP	ORGANISATOR

6. Globale indruk over het personeelslid

Zeer goed
Gunstig
Kan beter
Negatief
Kan nog niet beoordeeld worden

7. VERANTWOORDING VAN DE GLOBALE INDRUK : concrete vaststellingen in de voorbije maanden

Positieve vaststellingen	Negatieve vaststellingen Tuchtvordering Uitgesproken tuchtstraf(fen)

8. INDIEN DE PERIODE VAN DETACHERING OF TERBESCHIKKINGSTELLING OP EEN OF MEER PUNTEN PROBLEMATISCH VERLOOPT :

Dient er vanaf nu met een mogelijke terugplaatsing in een andere functie in de gemeente of met een verlenging van de periode van detachering of terbeschikkingstelling rekening te worden gehouden?	
Bestaat er kans dat de periode van detachering of terbeschikkingstelling in gunstige zin evolueert ?	
Op welke punten is er verbetering nodig?	

9. CONCLUSIE

De periode van detachering of terbeschikkingstelling mag worden voortgezet	
Het personeelslid mag worden overgeplaatst naar de FOD Binnenlandse zaken ¹	
De periode van detachering of terbeschikkingstelling zou moeten worden verlengd ²	
Het personeelslid zou wegens beroepsongeschiktheid moeten worden teruggeplaatst naar een andere functie binnen de gemeente waar hij tewerkgesteld is ²	
Er is een einde gesteld aan de overeenkomst van detachering of terbeschikkingstelling wegens zware fout (zie verslag in bijlage) ²	

¹ Geldt enkel op het einde van de stage² Het dossier moet in elk geval aan de bevoegde stagecommissie worden voorgelegd

